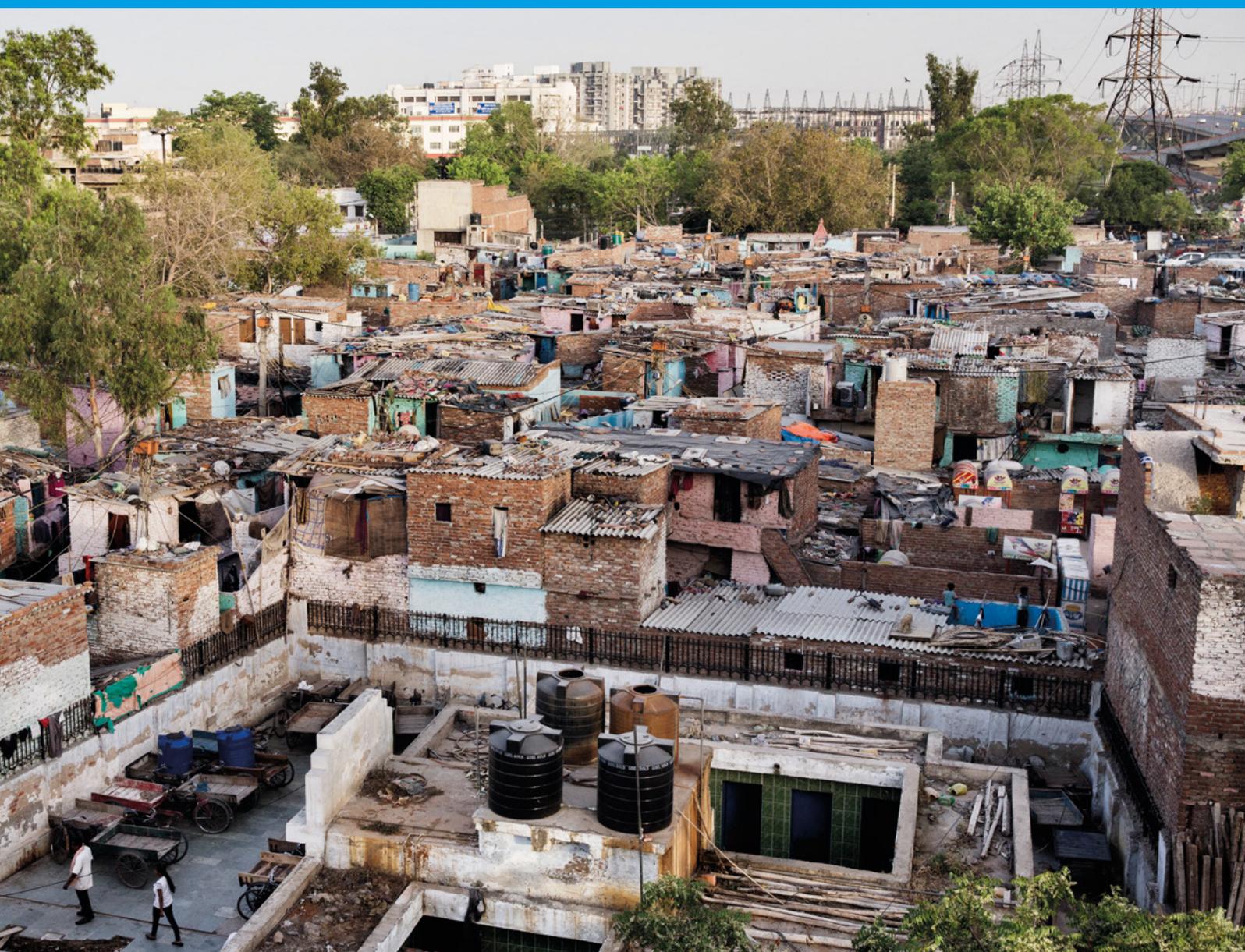


Un conte de villes propres :

Regards croisés sur la planification de l'assainissement urbain au Ghana, en Inde et aux Philippines

Rapport de synthèse



Crédits et remerciements

Ce rapport a été rédigé par Jacques-Edouard Tiberghien et Andrés Hueso.

Nous tenons à souligner la contribution de Henry Northover, Tracey Keatman, Ken Caplan, Georges Mikhael, Peter M Hawkins, Rémi Kaupp, Rebecca Heald et Hannah Offlands.

Nous exprimons notre reconnaissance aux consultants locaux qui ont contribué aux recherches relatives aux études de cas : Kwame Asubonteng au Ghana ; Ricardo Marfinga Jr. et Vic Aquitania aux Philippines et Murali Ramisetty et Nuka Lakshmi Narasimha Reddy en Inde. Nous remercions également les personnes suivantes qui ont contribué à la rédaction des rapports des études de cas : Vidya Venkataramanan, Penny Dutton, Alejandro Jiménez, Hemalatha Patil, Ada Oko-Williams, Timeyin Uwejamomere, Christoph Lüthi, Lotten Hubendick et Jesse Saphiro.

Nous remercions les membres du comité consultatif pour leurs conseils techniques tout au long de l'étude : Pascale Hofmann, Naomi Carrard, Martin P Gambrill, Darren Saywell, Jan Willem Rosenboom, Manuel Alvarinho, Anthony Mensah et Neil Macleod.

Enfin, nous exprimons nos plus vifs remerciements aux spécialistes interviewés dans le cadre des recherches documentaires et aux nombreux interlocuteurs rencontrés dans les trois villes – responsables locaux, prestataires privés, habitants et partenaires ONG, qui ont patiemment répondu à nos questions et participé aux ateliers de restitution.

Août 2016

Ce rapport de synthèse fait partie de la recherche « Un conte de villes propres », réalisée par Partnerships in Practice pour WaterAid.

Elle comprend également les rapports suivants :

A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from Visakhapatnam, India.

A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from San Fernando, La Union, the Philippines.

A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from Kumasi, Ghana.

Toutes ces publications peuvent être consultées sur www.wateraid.org/ataleofcleancities

Ce rapport doit être référencé comme suit :

WaterAid (2016) *Un conte de villes propres : Regards croisés sur la planification de l'assainissement urbain au Ghana, en Inde et aux Philippines (Rapport de synthèse)*. Londres : WaterAid.

Photo de couverture : Vue du bidonville de Safeda Basti, à New Delhi en Inde.

Crédit photo : WaterAid/ Adam Ferguson

Table des matières

Synthèse

1	Introduction	5
	1.1 La crise de l'assainissement urbain	5
	1.2 Planifier l'assainissement urbain	6
	1.3 Objet de l'étude	8
2	Études de cas	10
	2.1 Visakhapatnam, Inde	10
	2.2 Kumasi, Ghana	13
	2.3 San Fernando, Philippines	16
3	Analyse des résultats	19
	3.1 Des progrès inégaux	20
	3.2 Principaux éléments moteurs	21
	3.3 Un développement plus organique que planifié de l'assainissement	24
4	Réflexions finales et perspectives	27
	4.1 Principales leçons	27
	4.2 Perspectives pour la planification de l'assainissement à l'échelle de la ville	28
	4.3 Recommandations	31



Ricardo Marfiga Jr., ICLEI

Le village des pêcheurs à San Fernando, aux Philippines, où des toilettes Ecosan sont utilisées.

Synthèse

Une urbanisation hors de contrôle et la prolifération des bidonvilles font du développement de l'assainissement urbain un enjeu majeur. Pour contribuer à l'action menée par rapport à la cible des Objectifs de développement durable qui vise l'accès universel à l'assainissement d'ici 2030, l'étude « *Portraits de villes propres* » a voulu tirer les leçons de l'expérience de trois villes qui affichent de bons résultats dans ce domaine : Kumasi, au Ghana, San Fernando, aux Philippines et Visakhapatnam, en Inde.

Les résultats de cette recherche indiquent des progrès substantiels mais inégaux selon les différents maillons qui composent la filière de l'assainissement, mais aussi que les populations urbaines pauvres et celles qui vivent dans des zones difficiles à desservir sont laissées de côté. Les facteurs communs à l'origine de ces progrès sont la mobilisation de défenseurs de la cause de l'assainissement au niveau municipal, l'influence des enjeux politiques nationaux, les considérations économiques, et l'appui des partenaires du développement. Ces avancées ont résulté des opportunités qui se sont présentées ; la planification des services d'assainissement urbain n'a pas joué de rôle déterminant.

Mais les démarches de planification des services ont toutefois apporté une contribution significative, en aidant par exemple à forger une vision qui incarne l'aspiration à devenir une ville propre. Ces contributions positives ont été diverses, selon le degré de développement de l'assainissement dans les trois villes. L'étude semble indiquer que ce développement pourrait être structuré en trois phases : une phase pilote, une phase de consolidation et une phase d'expansion à l'échelle de la ville. Les approches adoptées en matière de planification de l'assainissement urbain pourraient être adaptées en fonction de ces phases et des opportunités politiques permettant de maximiser leur contribution.

Sur la base des leçons tirées, des recommandations sont avancées à destination des intervenants du développement qui entendent contribuer à faire progresser l'assainissement à l'échelle de la ville :

1. Encourager les défenseurs de la cause de l'assainissement au niveau municipal.
2. Influencer le pouvoir central en vue d'améliorer le financement et d'évaluer les performances des différentes villes.
3. Apporter un appui technique aux municipalités en matière d'innovation, de renforcement des capacités techniques, de suivi et de capitalisation.
4. Apporter un appui financier permettant de mobiliser d'autres financements et d'impulser des changements.
5. Être prêt à saisir les opportunités de changement qui se présentent.
6. Contribuer à l'établissement d'une plate-forme de collaboration élargie.

7. Promouvoir un discours politique qui parle de la ville dans son ensemble et souligne la nécessité d'arriver à des services universels, en veillant à inclure les populations défavorisées.

À l'intention des responsables municipaux de la planification et des autres acteurs impliqués dans la planification de l'assainissement urbain :

8. Promouvoir l'appropriation locale de la planification de l'assainissement urbain, en la reliant aux opportunités de financement et aux processus budgétaires.
9. Penser la planification de l'assainissement urbain comme un processus composé de multiples fonctions, notamment en développant une vision partagée du but auquel aspire la ville.
10. Adapter leur approche de planification en fonction du stade de développement des services d'assainissement de la ville et des opportunités politiques pouvant amener des changements.
11. Approcher la planification de l'assainissement urbain en tant que processus d'apprentissage itératif, avec une vision à long terme et une stratégie à court terme amenant des actions concrètes qui doit être régulièrement revisitée.



Jacques-Edouard Tiberghien

Une cartographie de l'assainissement à Visakhapatnam, en Inde, permet d'identifier les problèmes particuliers et les lieux de défécation en plein air.

1. Introduction

1.1 La crise de l'assainissement urbain

Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes. Par son ampleur, et sa nature, l'urbanisation actuelle est sans précédent. En Afrique et dans le Sud de l'Asie tout particulièrement, de nombreux pays en développement qui ont été ruraux pendant des millénaires sont sur le point de devenir majoritairement urbains dans un proche avenir. Et cette croissance se fait en grande partie par l'expansion de l'habitat informel ou des bidonvilles¹. Un défi majeur auquel sont confrontées ces villes, et qui affecte la santé de toute une population et au-delà, la sécurité épidémiologique de la planète, est la fourniture de services d'eau et d'assainissement pour les habitants les plus pauvres et dans les bidonvilles. Dans la plupart des villes des pays en développement, la couverture en assainissement est particulièrement morcelée, en termes de présence ou non et de variabilité des niveaux de service, avec de fortes disparités entre les quartiers aisés et les quartiers pauvres. Selon les statistiques officielles, 82 % de la population mondiale a accès à un assainissement amélioré, et 11 % à un assainissement collectif². Mais ces statistiques ne tiennent pas compte des populations marginalisées et itinérantes qui vivent dans notre monde en pleine « bidonvilisation », et traduisent encore moins les conditions misérables qui sont le lot de nombreuses personnes vivant au bord de la survie. Par ailleurs, ces chiffres ne reflètent pas la situation tout au long de la chaîne des services d'assainissement³, c'est-à-dire tout ce qui se passe (ou ne se passe pas) une fois qu'on a « fait ses besoins » : le confinement, la vidange, le transport, le traitement et l'élimination ou la réutilisation des eaux usées ou des boues de vidange.

Avec une croissance urbaine qui dépasse le rythme d'expansion des services d'assainissement partout dans le monde, l'assainissement urbain émerge en tant qu'enjeu majeur sur la route qui permettra d'atteindre la cible des Objectifs de développement durable (ODD) qui vise l'accès universel à l'assainissement d'ici 2030. Compte tenu des milieux changeants et complexes qui caractérisent les villes des pays en développement, les pouvoirs publics comme les partenaires du développement peinent à trouver les solutions permettant de desservir l'intégralité de la ville en services d'assainissement durables qui incluent les populations pauvres.



Une flotte de camions assure le service d'assainissement au Ghana.

1.2 Planifier l'assainissement urbain

Depuis les années 80, les agences de développement bi et multilatérales et les organismes de recherche ont développé différentes approches et stratégies de planification de l'assainissement urbain (qui sont détaillées en Annexe 1ⁱ), suivant l'évolution de la théorie et des pratiques en matière de planification.

Dans les années 80 et 90, les approches préconisées par les organisations internationales de développement insistaient sur l'importance d'élaborer des plans s'appuyant sur des solutions qui répondent à la demande et sur des processus participatifs, ainsi que sur l'adoption de technologies adaptées. Les recommandations développées au cours des 20 dernières années soulignent la nécessité de comprendre le cadre environnant et de le rendre plus propice (notamment en veillant à une meilleure coopération entre les parties prenantes et en stimulant leur implication dans la fourniture des services), et d'envisager la planification de l'assainissement urbain comme un processus itératif continu. Les recherches récentes⁴ ont identifié quatre logiques théoriques traditionnelles :

1. La logique rationnelle globale, dans le cadre de laquelle le planificateur est perçu comme un expert objectif qui doit choisir entre plusieurs options en se basant sur des critères rationnels reposant sur des données concrètes pour établir un plan exhaustif.
2. La logique pragmatique, où le planificateur est considéré comme leader ou facilitateur, qui agit par rapport à des idées jugées sensées et aide les autres à agir ; les options sont évaluées en fonction de l'expérience et de l'intuition, en trouvant des compromis et en faisant en sorte que les choses se fassent, même de manière fragmentée.
3. La logique collaborative, où le planificateur est un modérateur qui recherche un accord par le dialogue entre les différentes parties prenantes : les discussions et l'apprentissage mutuel doivent permettre d'arriver à un consensus sur les interventions.
4. La tradition du plaidoyer, inspirée des principes de justice sociale, qui se focalise sur la défense des intérêts des populations plus fragiles dans un débat normatif qui se traduit par plusieurs plans au lieu d'un plan unique.

Les recherches⁴ semblent indiquer que la logique rationnelle globale est l'approche la plus communément utilisée pour la planification, associée à certains aspects de la planification collaborative.

Bien que la planification de l'assainissement urbain soit jugée essentielle, le processus ne contribue pas toujours efficacement à faire progresser la fourniture des services. De fait, d'après les données recueillies, il semble que l'action menée sur le terrain n'est que rarement guidée par les plans d'assainissement^{4,5,6}.

ⁱ Consultable sur www.wateraid.org/ataleofcleancitiesannexes

Et au-delà de ces considérations analytiques, le problème principal tient au faible niveau de priorité accordé à l'assainissement urbain, en particulier quand il s'agit de satisfaire les besoins et les droits des populations marginalisées et exclues. Dans la plupart des pays en développement, la demande pour les services d'assainissement venant des citoyens est faible, et les élus ont tendance à privilégier d'autres secteurs plus visibles⁴. De plus, les pouvoirs publics considèrent aujourd'hui encore que l'assainissement relève de la responsabilité des ménages, ou que c'est un domaine qui peut être pris en charge via l'aide internationale.

En conséquence, la planification de l'assainissement est souvent pilotée par les bailleurs ou le pouvoir central, et s'apparente plutôt à un exercice consistant à cocher des cases, avec un minimum d'adhésion et d'implication à l'échelle locale^{4,5} si bien que les services municipaux en charge de l'assainissement s'approprient rarement les plans qui en résultent. En outre, les mécanismes officiels permettant de relier les plans d'assainissement municipaux aux plans d'urbanismes générauxⁱⁱ ou aux prévisions budgétaires sont plutôt rares. Le financement est le plus souvent géré par le pouvoir central au lieu d'être transféré directement aux villes.

De précédentes recherches ont établi que l'absence de marge de manœuvre au niveau budgétaire réduit l'intérêt porté à des activités de planification dans lesquelles les intervenants se sentent impliqués, ou à l'élaboration d'une stratégie englobant toute la ville⁷.

La complexité et les difficultés inhérentes à la fourniture de services d'assainissement urbain jouent également un rôle dans le manque d'efficacité observé au niveau des solutions apportées par la planification et les politiques publiques, et renforcent le peu d'empressement de s'engager sur ce terrain. Les villes en pleine évolution qui s'urbanisent⁷ et comptent une proportion élevée d'habitat non planifié et informel⁸ constituent des écosystèmes extrêmement complexes. Différentes approches doivent être envisagées pour s'adapter aux différents quartiers⁹. Beaucoup de parties prenantes aux intérêts potentiellement divergents seront affectées par le plan, et la participation pourrait ne pas suffire à rééquilibrer les rapports de force.

L'assainissement est par ailleurs un domaine qui comporte de multiples aspects, les missions associées à la fourniture des services étant généralement réparties entre plusieurs services municipaux, ce qui crée des conflits d'intérêt et des problèmes de coordination en affectant aussi la capacité de planifier les systèmes de desserte des services d'assainissement. Les plans finissent souvent par être élaborés par des spécialistes (externes) de l'assainissement qui n'ont pas d'expertise de la planification urbaine, ou par des urbanistes qui ne se focalisent pas sur les questions d'assainissement ou ne possèdent pas nécessairement les connaissances requises. Les experts ont tendance à élaborer des plans excessivement sophistiqués qui ne reflètent pas la réalité ou les contraintes locales, ceci étant lié à une mauvaise compréhension du contexte et à des rapports de force déséquilibrés dans le domaine de l'urbanisme⁴. Les solutions « technocratiques » encouragent souvent des approches techniques et sous-estiment les facteurs relevant de l'économie politique, si bien que les plans qui en

ⁱⁱ Le plan d'urbanisme d'une ville établit une vision à long terme de l'environnement bâti où vit une population donnée. Il guide la bonne utilisation des sols sur le territoire municipal de façon à préserver la santé publique et la sécurité des habitants, et à promouvoir le bien-être de chacun.

résultent ne reçoivent pas l'impulsion nécessaire au sein des institutions qu'ils ciblent. Ce constat peut par exemple expliquer – et tempérer – le parti pris communément observé en faveur de la construction de réseaux d'assainissement reposant sur le tout-à-l'égout, qui ne profitent qu'à une petite partie de la population aisée de la ville¹⁰ alors que la plupart des habitants doivent se contenter de systèmes d'assainissement autonomes qui sont gérés hors de tout cadre juridique concernant la gestion des boues de vidange.

1.3 Objet de l'étude

L'assainissement urbain est l'un des défis majeurs de l'ère ODD. Sur la base des approches et de l'expérience existantes en matière de planification dans ce domaine, le secteur de l'assainissement doit semble-t-il commencer par déterminer la meilleure façon de planifier et de fournir des services d'assainissement sur tout le territoire urbain.

Cette étude entend contribuer à combler ce manque de connaissances en tirant les leçons des expériences qui ont réussi. Au lieu de prendre la planification des services d'assainissement comme point de départ, nous avons approché le sujet de manière plus large, en tentant de répondre à la question « Que pouvons-nous apprendre de l'expérience des villes qui progressent de manière satisfaisante dans ce domaine dans les pays en développement ? », avant d'examiner en quoi la planification des services d'assainissement a contribué à ces avancées.

Une première recherche documentaire a comporté l'étude de 64 articles et des entretiens semi-structurés avec 12 spécialistes de l'assainissement urbain. Cette démarche, associée aux contributions d'un comité consultatif composé de spécialistes qui ont apporté un éclairage pluridisciplinaire et des conseils tout au long de l'étude, a permis d'élaborer un cadre d'analyse et d'identifier trois villes pour les études de cas : San Fernando, aux Philippines, Visakhapatnam, en Inde et Kumasi, au Ghana. Ces villes présentaient des profils complémentaires et ont toutes les trois réussi à étendre le taux d'accès à l'assainissement en agissant sur les différentes composantes de la filière. Le travail de terrain s'est déroulé en mars et avril 2016, et a impliqué des visites de terrain, plus de 50 entretiens avec des interlocuteurs clés et des réunions de restitution avec les parties concernées pour valider les résultats préliminaires de l'étude. Les trois rapports sont consultables en anglais sur www.wateraid.org/ataleofcleancities. Ce rapport de synthèse est le fruit de la phase finale d'intégration des conclusions des deux processus, la méthodologie étant détaillée en Annexe 2ⁱⁱⁱ. Une vue d'ensemble de chaque étude de cas est proposée dans la deuxième partie de ce rapport, avec en troisième partie une synthèse des résultats et en quatrième partie diverses réflexions et recommandations.

ⁱⁱⁱ Consultable sur www.wateraid.org/ataleofcleancitiesannexes

En résumé, cette étude avait pour but d'identifier les principales leçons tirées de l'expérience de villes qui progressent dans la fourniture de services d'assainissement à l'échelle de la ville tout entière dans les pays en développement. Elle a comporté deux volets :

i. L'examen du contexte qui caractérise ces villes et la compréhension des facteurs qui ont impulsé les progrès dans la fourniture de services d'assainissement urbain, et qui ont facilité ou entravé ces avancées, en prêtant une attention particulière à l'inclusion des quartiers pauvres et des bidonvilles.

ii. L'analyse de l'influence exercée par les démarches de planification de l'assainissement et le rôle joué par les intervenants externes et les ONG dans ce processus.



Jacques-Edouard Tiberghien
Toilettes construites dans le cadre de la mission Swachh Bharat (Inde propre) à Visakhapatnam, en Inde.

2. Études de cas

2.1 Visakhapatnam, Inde



Contexte

Avec une population de 2,1 millions d'habitants – qui devrait doubler d'ici 2030¹¹ – Visakhapatnam est la ville la plus importante de l'Andhra Pradesh depuis sa partition et la création du Telangana en 2014. Avec ses 793 bidonvilles, la ville compte la plus forte proportion d'habitants vivant en bidonville en Inde, soit 44 %. Elle occupe le 10^e rang économique en Inde, et son port est le 5^e en termes de fréquentation sur la base du volume de fret qui y transite.

Le taux de raccordement des habitants au réseau d'égouts est de 32 %, et 60 % disposent soit d'installations autonomes sur-site (fosses septiques ou latrines à fosse), soit d'un raccordement à des tranchées à ciel ouvert. À Visakhapatnam, 8 % de la population n'a pas accès à des toilettes, ce qui représente 30 000 ménages qui n'ont d'autre choix que de pratiquer la défécation en plein air. On compte environ 200 blocs sanitaires communautaires ou publics dont 75 % sont gérés par Sulabh International sur la base d'une tarification unitaire, tandis que le reste est géré par des associations communautaires. Les évaluations ont révélé des problèmes d'entretien, et la qualité des services varie considérablement entre les installations « bas de gamme » des quartiers pauvres et les installations « haut de gamme » des zones très fréquentées¹¹.

Par rapport aux autres villes indiennes, le périmètre couvert par le réseau d'assainissement est étendu et les stations d'épuration peuvent traiter efficacement d'importants volumes d'eaux usées. La réutilisation commerciale des eaux usées après traitement, par exemple sur le port ou pour un terrain de golf, est prévue dans le cadre de l'expansion d'un projet de traitement tertiaire des eaux pour un usage industriel. Visakhapatnam ne possède pas de réseau enterré de collecte des eaux pluviales et dépend d'un réseau de canaux de drainage à ciel ouvert. Malgré un taux croissant de raccordement au réseau d'assainissement, les boues fécales sont en grande partie vidangées et transportées par des associations non réglementées à l'aide de camions vidangeurs qui déposent généralement leur chargement dans des fossés de drainage à ciel ouvert, dans les champs des agriculteurs ou dans d'autres lieux non contrôlés. Jusqu'à récemment, la collecte des déchets solides était de piètre qualité et irrégulière.

Évolution

L'assainissement ne faisait traditionnellement pas partie des priorités de la ville. Les investissements se focalisaient sur les réseaux d'assainissement et le traitement des eaux usées mais négligeaient la gestion des boues de vidange, si bien que la plupart des habitants en percevaient peu l'impact. Depuis les années 80, l'expansion du taux de couverture en assainissement a été portée par des mesures impulsées par de plus hautes autorités à destination des populations les plus pauvres, avec des interventions ciblées sur les ménages et sur les toilettes publiques et communautaires qui ont aidé la ville à gérer la croissance rapide des bidonvilles.

En 2014, le lancement en Inde de la mission Swachh Bharat (Inde propre) dont l'objectif est d'éradiquer la défécation en plein air, de construire des toilettes et de nettoyer les lieux publics, a marqué un tournant pour Visakhapatnam. Des efforts importants ont été engagés sur tous les fronts, avec l'émergence d'une vision et d'une stratégie pour remédier d'une part aux carences dans la fourniture des services et d'autre part aux freins à la mise en place d'un environnement plus propice, tout en sensibilisant davantage les habitants et en encourageant le changement de comportement. Une stratégie ambitieuse d'élimination de la défécation en plein air a été élaborée et est actuellement mise en œuvre, et la ville accorde désormais une attention croissante à la gestion des boues de vidange.

La ville recueille depuis deux ans les fruits de ses efforts importants, et a été déclarée 3^e ville indienne la plus propre en 2016, ce qui contribue à maintenir la dynamique engagée pour étendre ces exemples de réussite et développer des services d'assainissement desservant tout le territoire.

Principaux éléments moteurs

La situation de pénurie d'eau permanente que connaît Visakhapatnam a toujours été un moteur des interventions en faveur de l'assainissement. Dans le contexte d'une demande accrue pour l'eau de la part du secteur industriel, les autorités se sont efforcées de développer des réseaux d'égouts et des infrastructures de traitement qui permettent la réutilisation des eaux usées. Toutefois, comme on l'a déjà évoqué, les progrès ont pendant longtemps été relativement lents, et plus morcelés qu'uniformes.

La priorisation accrue de l'assainissement dans l'agenda politique combinée à une plus grande sensibilisation du public résultant de la mission Swachh Bharat ont été d'importants moteurs des récents progrès obtenus. Et le lancement de la mission Smart cities (Villes intelligentes) en 2015 a permis de mobiliser de nouvelles ressources et opportunités de financement pour développer les services d'assainissement urbain tout en donnant une impulsion pour l'élaboration d'une stratégie plus globale.

L'une des raisons qui expliquent que ces missions aient eu un tel effet catalyseur à Visakhapatnam, par rapport à d'autres villes, tient à la réforme territoriale menée en Andhra Pradesh en 2014 qui a positionné Visakhapatnam comme capitale économique de l'État. Depuis lors, les autorités municipales et de l'État ont voulu promouvoir la ville en tant que métropole dynamique, et comme modèle à suivre en matière d'assainissement. Progresser dans le classement des villes propres et intelligentes est devenu une priorité et une source de fierté pour la ville.

En lien avec cette démarche, le Municipal Commissioner – le plus haut fonctionnaire de la Communauté urbaine du Grand Visakhapatnam (GVMC) – a affiché un leadership robuste, soutenu par le Chief Secretary of the State, son homologue de l'État. Le processus électoral local étant suspendu pendant deux ans depuis la fusion avec les municipalités environnantes, il a été en mesure de défendre la cause de l'assainissement sans avoir à négocier le processus avec les leaders politiques locaux. Outre le fait d'en avoir fait une priorité pour la ville, il s'est personnellement investi dans le suivi des programmes mis en œuvre tout en forgeant des partenariats fructueux avec différentes parties prenantes.

L'un de ces partenariats a été formé avec WSUP (Water and Sanitation for the Urban Poor), qui a établi une cellule pour apporter un appui technique à la GVMC. Cette cellule d'appui est soutenue par USAID, qui a choisi Visakhapatnam – du fait de sa réputation de pionnière sur les questions d'eau et d'assainissement – pour piloter ce nouveau mode d'appui dans le contexte de la mission Swachh Bharat.

Un leadership affirmé, combiné à un appui technique hautement spécialisé, ont permis d'élaborer une stratégie qui trouve un équilibre entre d'une part la nécessité d'obtenir rapidement un impact à grande échelle, et d'autre part le processus plus long requis pour garantir la qualité et la pérennité des interventions.

Le fait de relier l'objectif de ville propre à l'exploitation des opportunités économiques qui en découlent mais aussi d'inciter les parties prenantes à s'investir ont constitué deux ingrédients importants de ces efforts ; le soutien aux activités liées à l'assainissement continue d'ailleurs de s'amplifier.

Malgré certaines avancées impressionnantes, des obstacles persistent.

L'assainissement est un domaine éclaté en plusieurs services : le service en charge du développement communautaire n'est pas suffisamment engagé dans l'action menée en faveur de l'assainissement et il n'y a pas de mécanismes de coordination. Les démarches participatives réalisées dans le cadre des missions Swachh Bharat et Smart Cities relèvent davantage d'exercices ponctuels que de processus institutionnels. Les ONG locales, qui ont un rôle important à jouer pour promouvoir la participation, ont des capacités limitées en matière d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement urbain¹¹.

Le rôle de la planification

Le développement de l'assainissement à Visakhapatnam résulte principalement des efforts liés à des programmes nationaux ou de l'État dont la portée géographique ou thématique était limitée plutôt que d'une démarche de planification des services d'assainissement à l'échelle de la ville tout entière. Ce fut déjà le cas par le passé avec la mission de renouvellement urbain lancée au niveau national par Jawaharlal Nehru et avec le programme de développement des services urbains mené en Andhra Pradesh à destination des plus défavorisés, comme c'est le cas aujourd'hui avec la mission Swachh Bharat, qui se focalise en premier lieu sur la lutte contre la défécation en plein air. Cela étant, dans le cadre du plan Smart City dont le champ d'action est plus vaste, des efforts accrus de planification des services d'assainissement sont en cours en 2016.

2.2 Kumasi, Ghana



Contexte

Kumasi est un carrefour pour le transport et une ville commerçante très dynamique située au centre-sud du territoire ghanéen, en pays Ashanti. La population migrante constitue un tiers de ses 2,4 millions d'habitants, soit deux fois plus qu'en l'an 2000¹². C'est la deuxième plus grande ville du pays, et celle qui connaît la plus forte croissance, avec une expansion marquée dans les quartiers à bas revenu et une forte densité démographique.

Par rapport à d'autres villes du Ghana, Kumasi affiche un taux de défécation en plein air très faible (3 %) ; 58 % des habitants utilisent des systèmes d'assainissement privés, qui sont le plus souvent communs à plusieurs foyers. Mais 39 % de la population dépend encore des 359 toilettes publiques gérées par des prestataires privés. On constate de fortes disparités au niveau de la qualité des services entre les quartiers à haut revenu et les quartiers à bas revenu.

Les fosses septiques – le système d'assainissement le plus courant – sont régulièrement vidées par des camions vidangeurs privés qui déchargent les boues dans une station d'épuration, dont les performances de traitement sont en revanche plus aléatoires. Le contenu des toilettes sèches est soit laissé au fond des fosses, soit vidé manuellement¹². Le système de collecte des déchets solides est efficace ; les déchets sont transportés et stockés dans une décharge contrôlée, selon un modèle économique qui couvre l'intégralité des frais de gestion et de maintenance. Quelques centaines de ménages sont desservis par trois dispositifs de taille limitée constitués de réseaux d'égouts combinés à des stations d'épuration par lagunage.

Évolution

L'instabilité politique qu'a connue le Ghana durant les années 70 et 80, à laquelle se sont ajoutés les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale des années 80, ont provoqué l'effondrement de la plupart des structures de gouvernance et une compression des services publics, qui a affecté les effectifs des services d'assainissement de la ville de Kumasi. L'état insalubre des toilettes publiques de la ville et des latrines familiales a entraîné un retour à la pratique de défécation en plein air.

La situation a commencé à évoluer avec le Programme d'assainissement de Kumasi au début des années 90. Les services d'assainissement sur site et hors site tout au long de la filière de l'assainissement se sont améliorés et des réformes de grande ampleur ont été menées. Un service de gestion des déchets a été créé, ce qui a permis d'élaborer un plan stratégique d'assainissement pour la ville. Mais les enveloppes budgétaires peu importantes ont limité l'impact du plan.

En 2001, la décision de déléguer la fourniture des services d'assainissement a déclenché des investissements du secteur privé et son implication dans différents segments de la filière de l'assainissement, ce qui a amené des améliorations

significatives, notamment par rapport au niveau de service dans les toilettes publiques, au respect de la réglementation par les opérateurs de camions-vidangeurs et à la gestion des déchets solides.

Les progrès constatés à Kumasi sont le fruit d'efforts menés de longue date. Ils peuvent paraître lents – et il est vrai que les résultats sont encore en deçà des attentes pour certains aspects – mais si l'on compare avec le reste du pays, la capitale Accra par exemple, qui affiche un taux de défécation en plein air 15 fois plus important (45 %) –, les résultats de Kumasi sont extrêmement positifs.

Principaux éléments moteurs

L'un des facteurs déterminants des avancées en matière d'assainissement à Kumasi tient à la nature même de la ville, qui est un carrefour économique et commercial. En conséquence, la ville se doit de proposer un environnement propre et des toilettes publiques décentes pour tous les commerçants, travailleurs et migrants qui transitent sur son territoire, assurant ainsi sa compétitivité économique.

Le Programme d'assainissement de Kumasi, qui bénéficie de l'appui du PNUD et de la Banque mondiale, a été un levier majeur de développement de l'assainissement grâce aux ressources affectées et à la mise en place du service de gestion des déchets ; il a de fait ouvert la voie au développement de l'assainissement sur l'ensemble du territoire de la ville. Les deux directeurs du service qui se sont succédé ont défendu avec ardeur la question de l'assainissement, ce qui a contribué à la stabilité et à la continuité de la stratégie et à une bonne coordination avec le service en charge de la santé environnementale. Le service de gestion des déchets a toujours été doté de personnels bien formés, ce qui tient en partie à l'excellente qualité des universités locales.

Un autre facteur catalyseur important a été l'adoption d'une politique nationale de partenariats public-privé (PPP) intégrée à la Politique d'assainissement de 1999, qui a permis à la ville de mobiliser le potentiel offert par le secteur privé : les partenaires privés de la Municipalité de Kumasi agissent dans le cadre d'un marché concurrentiel, ce qui les incite à être performants tout en les soumettant à la pression réglementaire.

Enfin, le WSUP a également joué un rôle important en apportant un soutien permanent portant sur divers maillons de la filière, et en introduisant des innovations (technologiques ou liées aux modèles économiques, aux aspects financiers ou encore aux partenariats), l'objectif étant d'encourager la transition de l'assainissement collectif vers l'amélioration de l'assainissement familial.

Mais plusieurs obstacles, les problèmes de vidange manuelle « sauvage » des fosses et liés à la construction des latrines familiales en particulier, ont entravé les progrès. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord, la forte densité et le haut niveau d'informalité de l'habitat de la ville ont mené à l'échec des stratégies visant à promouvoir les latrines familiales. Ensuite, le respect de la réglementation reste limité à cause du manque de capacités pour superviser et faire respecter la loi, mais aussi des intérêts particuliers des bureaucrates. Par ailleurs, la plupart des propriétaires ont ignoré les obligations qui leur sont faites de construire des toilettes dans leurs logements ; l'appui financier pour le faire était très limité, en dehors des systèmes de microfinance contraignants.

Ces éléments participent du manque de priorisation des investissements en faveur des services d'assainissement de la part des élus locaux, malgré un consensus politique quant à leur importance. Certaines personnes interviewées ont relié ce constat à l'absence de collecte efficace des données et de suivi qui empêche les responsables municipaux d'avancer des arguments pour obtenir une augmentation des moyens.

Le rôle de la planification

Le Programme d'assainissement de Kumasi comportait l'élaboration d'un plan stratégique pour l'assainissement définissant une feuille de route pour la mise en œuvre d'une approche intégrée de fourniture des services, qui couvrait les différents maillons de la filière de l'assainissement et la gestion des déchets urbains. Ce plan est considéré comme fondamental, pas tant pour son contenu détaillé (puisqu'il n'a pas été exécuté en totalité), mais parce qu'il a favorisé l'émergence d'une vision partagée de la voie à suivre pour arriver à la fourniture durable des services. La qualité du processus, décrit par l'un des interlocuteurs comme « un apprentissage collectif par l'action » a été perçu comme ayant eu plus d'effet que ses résultats en tant que tels.

La stratégie municipale élaborée plus récemment (2008-2015), et son plan d'action, portant sur l'assainissement environnemental (2008 à 2015), qui définissaient le cadre général pour la fourniture des services d'assainissement, n'ont pas été considérés comme des impulsions majeures pour l'assainissement ; ils ont suscité davantage l'intérêt des agences internationales de développement que celle des acteurs locaux, et seule une petite partie des interventions prévues semblent avoir été financées et réalisées.



Toilettes publiques, qui proposent un haut niveau de service, à Kumasi, Ghana.

2.3 San Fernando, Philippines



Contexte

San Fernando est une ville de la province de La Union située sur l'île de Luzon au Philippines dont la population de 115 000 habitants augmente très lentement. La ville comprend des zones côtières, de plaine et montagneuses, et 28 % de la population vit dans des *barangays* (le plus petit échelon administratif des Philippines) ruraux. Les bidonvilles sont peu nombreux et de taille limitée.

La plupart des foyers sont équipés en toilettes à chasse mécanique ou manuelle. Les toilettes publiques ou communautaires sont peu répandues.

L'utilisation des toilettes Ecosan, bien que négligeable en termes de couverture, contribue à pallier les problèmes de pénurie d'eau dans les zones montagneuses et atténue l'impact environnemental sur les plages fréquentées par les touristes. La défécation en plein air est rare, et constitue une pratique marginale dans les zones côtières pauvres ou les *barangays* situés en altitude.

Plus de 90 % des toilettes sont construites au-dessus de fosses à fond perdu : les matières fécales s'épandent dans le sol, contaminant au passage les eaux souterraines peu profondes. Quand les fosses sont pleines, après quelques années, la vidange des matières solides qu'elles contiennent doit se faire manuellement.

La ville ne possède pas de réseau d'égouts bien que quelques zones soient desservies par des micro-réseaux décentralisés. Il existe cependant une station d'épuration des boues, qui fonctionne en deçà de la capacité prévue lors de sa conception et qui n'assure donc pas correctement sa fonction d'épuration, les eaux traitées étant par ailleurs très peu réutilisées. Le système de collecte et de stockage des déchets solides est efficace, les déchets étant déposés dans une décharge contrôlée gérée par la ville.

Évolution

Le taux de couverture en assainissement était déjà élevé à San Fernando avant l'an 2000 mais un certain nombre de foyers n'étaient pas desservis dans plusieurs zones présentant des contraintes. Les services de vidange, de transport, de traitement et d'évacuation des excréta étaient quasi inexistantes.

En 2000, San Fernando a entamé un tout nouveau processus d'expérimentation novateur et lancé plusieurs initiatives pilotes de fourniture de services d'assainissement couvrant divers maillons de la filière assainissement, avec des projets spécifiquement adaptés pour répondre aux conditions des différentes zones de la ville. Les principales évolutions ont été la construction de toilettes écologiques pour plus de 100 foyers dans des quartiers présentant des conditions de desserte difficiles, la mise en place de deux réseaux à petite échelle composés d'égouts de petit diamètre dans deux zones distinctes sur la côte, et enfin la construction de deux stations d'épuration décentralisées pour le marché et les abattoirs. Tous ces projets ont été accompagnés de changements au

niveau de la législation locale et d'un travail intense de sensibilisation visant à modifier la perception et les mentalités des habitants à propos de l'assainissement.

Sur la base de cette expérimentation, la ville a commencé à développer des initiatives de plus grande ampleur, avec en 2010 l'installation d'une station d'épuration centralisée, et l'instauration d'une taxe d'assainissement qui permet aux ménages de faire vider leur fosse septique tous les 5 ans. Mais le service de vidange lié à cette mesure rencontre des difficultés du fait de la proportion élevée de fosses à fond perdu, qui reste le principal obstacle à l'objectif de propreté et de salubrité de la ville.

Les progrès réalisés jusqu'à présent ont permis à San Fernando de se positionner parmi les premières dans le domaine de l'assainissement aux Philippines, ce qui lui a valu une reconnaissance nationale et internationale. La ville est quasiment propre, grâce à une meilleure gestion des déchets.

Principaux éléments moteurs

Les avancées obtenues tiennent en grande partie au leadership politique des maires de la ville, en particulier celui de Mary Jane Ortega qui a développé de 1998 à 2007 un programme progressiste de développement urbain qui comportait notamment l'objectif d'arriver à une couverture universelle en services d'assainissement. Plus que l'adoption d'une approche axée sur les plus pauvres, ce sont les enjeux de protection de l'environnement et de santé publique qui ont été les moteurs de cette vision, la prospérité de la ville étant reconnue comme dépendante de la protection et de la valorisation de son milieu naturel.

Un autre facteur important a été l'esprit d'émulation qui anime la ville de San Fernando, ce que reflètent les diverses récompenses obtenues dans des concours nationaux et internationaux et l'engagement dans un processus ambitieux de certification des composantes de la filière assainissement.

En mobilisant ses réseaux, le maire a su instituer plusieurs partenariats centrés sur l'assainissement impliquant de nombreuses agences de développement. Forte de ces diverses collaborations, la ville a bénéficié d'un appui financier et technique essentiel qui lui a permis de tester des technologies et des approches innovantes.

Contrairement aux scénarios habituels qui voient les initiatives issues d'une volonté politique remises en cause au fil des échéances électorales, l'assainissement a bénéficié d'un appui constant à San Fernando grâce à une continuité politique résultant de la place prépondérante de la famille Ortega dans la vie politique de la ville.

Mais la transition vers des interventions visant l'ensemble du périmètre urbain s'est heurtée à un obstacle important, à savoir le manque de capacités, d'appropriation et de leadership par rapport à cette vision au sein des services municipaux en charge de l'environnement et de la santé.

En lien avec ce constat, on observe que la capitalisation des réussites et des leçons des multiples projets mis en œuvre depuis l'an 2000 a été très limitée : des processus de gestion des connaissances auraient pu contribuer au renforcement des institutions.

L'absence de cadre robuste facilitant les interventions a été un autre problème : il n'y avait pas de cibles, de financement ou de stratégie pour planifier et mettre en œuvre les services d'assainissement¹³.

Le rôle de la planification

Les progrès obtenus à San Fernando jusqu'à présent ont été liés à des projets ou à des opportunités. Ils répondaient à une vision et à un programme de développement, mais sans être guidés en pratique par un plan d'assainissement urbain articulé comprenant des actions concrètes.

Le plan stratégique pour l'assainissement 2006 à 2015, élaboré par des partenaires externes, a eu peu d'influence. Préconisant le recours à l'assainissement décentralisé et la construction de toilettes Ecosan, il est vite devenu obsolète quand la ville s'est réorientée vers une gestion plus centralisée des boues de vidange.

S'appuyant sur les progrès et les connaissances accumulées, des initiatives sont en cours pour élaborer une approche orientée davantage sur les services d'assainissement à l'échelle de la ville tout entière, avec l'appui par exemple de la City Development Initiative for Asia (Initiative pour le développement urbain en Asie). Ces démarches de planification pourraient être incorporées au plan d'urbanisme de la ville qui est en cours de rédaction.



Ricardo Marfiga Jr., ICLEI

Décharge contrôlée de San Fernando, opérationnelle depuis 2007.

3. Analyse des résultats

Malgré la diversité de leurs caractéristiques démographiques, des problèmes rencontrés et des trajectoires suivies en matière d'assainissement, l'expérience des trois villes étudiées, résumée dans le tableau 1, apporte un éclairage précieux.

Les paragraphes suivants analysent les leçons tirées de ces expériences en comparant les trois études de cas et en identifiant les principaux traits qui en ressortent.

Tableau 1 : Description succincte des études de cas

Caractéristiques des villes	Résumé de leur réussite
<p>Visakhapatnam, Inde 2 100 000 habitants 3^e ville la plus propre dans le cadre de la mission Swachh Bharat en 2016 ; Figure dans le Top 20 des villes de la mission Smart Cities en 2016</p>	<p>Si les autorités de Visakhapatnam ont toujours privilégié l'assainissement en réseau, l'année 2014 a marqué un tournant décisif. Avec le lancement de la mission Swachh Bharat (Inde propre), l'assainissement a progressé nettement dans l'échelle des priorités politiques, une dynamique renforcée par la mission Smart Cities. Au cours de cette période très récente, la ville a récolté les fruits des efforts massifs entrepris pour étendre le taux de couverture en assainissement et améliorer le niveau des services.</p>
<p>Kumasi, Ghana 2 400 000 habitants Ville la plus propre en 2014</p>	<p>La défécation en plein air a pratiquement été éradiquée à Kumasi, alors qu'elle est encore très courante au Ghana. S'appuyant sur la vision développée dans les années 90, la ville a fait des progrès notables au niveau de la qualité des services proposés par les gérants privés de toilettes, et traité les différents maillons de la chaîne de l'assainissement et de la gestion des déchets solides. Elle est reconnue comme ville pionnière en matière d'assainissement dans la région.</p>
<p>San Fernando, Philippines 115 000 habitants 2^e au classement des villes les plus sûres, les plus propres et les plus vertes de la Première région en 2015 ; Meilleur maître d'œuvre de projet pour la campagne Zéro déchet en 2010</p>	<p>San Fernando s'est forgée une solide réputation de ville dynamique, avec des politiques et stratégies qui reflètent un programme progressiste de développement dont l'amélioration de l'assainissement constitue un pilier essentiel. Les deux dernières décennies ont connu une phase d'expérimentation de la fourniture de services d'assainissement dans des contextes difficiles, en agissant sur les différents segments de la filière. S'appuyant sur une amélioration des niveaux de service, une évolution de la législation et la sensibilisation des habitants, une seconde phase a débuté, basée sur une approche plus globale visant la desserte en assainissement de l'ensemble du territoire.</p>

3.1 Des progrès inégaux

Comme le montre le tableau 2 ci-dessous^{iv}, les progrès n'ont pas été homogènes dans les trois villes, avec des améliorations substantielles pour certains maillons de la filière qui contrastent avec la quasi stagnation pour d'autres.

Tableau 2 : Progression selon les maillons de la filière assainissement à l'échelle de la ville

Ville	Recueil	Confinement	Transport	Traitement	Réutilisation	Déchets solides
Visakhapatnam	Bonne	Bonne	Partielle	Limitée (boues)	Limitée (boues)	Bonne
				Bonne (eaux usées)	Bonne (waste water)	
Kumasi	Partielle	Limitée	Bonne	Bonne	Limitée	Bonne
San Fernando	Partielle	Limitée	Partielle	Bonne	Limitée	Bonne

Mais les populations urbaines pauvres et les habitants des zones présentant des difficultés sont moins bien desservies, comme le montre le tableau 3 :

Tableau 3 : Progression selon les maillons de la filière assainissement dans les quartiers pauvres ou présentant des difficultés

Ville	Recueil	Confinement	Transport	Traitement	Réutilisation	Déchets solides
Visakhapatnam	Médiocre	Limitée	Médiocre	Limitée	Limitée	Partielle
Kumasi	Limitée	Limitée	Limitée	Limitée	Limitée	Bonne
San Fernando	Partielle	Médiocre	Partielle	Partielle	Limitée	Bonne

Les trois villes affichent une progression inégale selon les différents maillons de la filière assainissement, ce qui traduit le fait que le développement de ces services ne se fait généralement pas simultanément. La composante Traitement est celle qui a progressé le plus, bien que des problèmes d'exploitation et de maintenance restent à résoudre. Il est intéressant de noter que les trois villes affichent une bonne progression dans le domaine de la gestion des déchets solides, du fait peut-être de sa plus grande visibilité.

Tous ces efforts ont eu des résultats plus marqués dans les quartiers plus aisés des villes étudiées, alors que les bidonvilles, les zones présentant des difficultés et les quartiers pauvres continuent à ne pas être desservis ou à se contenter de services de

^{iv} Ces tableaux ont pour but premier d'illustrer l'inégalité de la progression des différents maillons de la filière assainissement. Ils ne sont pas basés sur un système de notation approfondie des différents éléments. Le terme « progression » définit ici l'expansion du taux de couverture et/ou l'amélioration du niveau de service, et reflète la situation au moment où l'étude a été réalisée.

moindre qualité. Dans les trois villes, les initiatives menées en faveur de l'assainissement ne semblent pas avoir ciblé efficacement les populations défavorisées. Bien que plusieurs initiatives axées sur les plus pauvres aient été menées à Kumasi, elles n'ont que rarement réussi à toucher efficacement ces tranches de population. À San Fernando, la ville qui a le mieux réussi à atteindre les populations dans des zones plus difficiles à desservir, l'extension des services n'a pas été systématiquement motivée par un ciblage des plus défavorisés, mais plutôt par des préoccupations environnementales, qui nécessitent une couverture universelle. La seule exception en la matière pourrait être l'action récemment menée pour éliminer la défécation en plein air dans tous les bidonvilles de Visakhapatnam, mais il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions. Cette démarche marque en effet une rupture avec l'approche suivie depuis toujours par la ville qui consistait à privilégier les réseaux d'assainissement, solution dont les plus pauvres se trouvent exclus.

3.2 Principaux éléments moteurs

L'étude de la littérature a fait ressortir trois facteurs principaux qui ont stimulé l'amélioration de l'assainissement urbain : la demande des usagers, l'influence politique au niveau national et l'urbanisation rapide. Les épidémies ou encore les inondations figurent également parmi les autres facteurs déterminants.

L'effet catalyseur que représente l'influence politique au niveau national est illustré par les évolutions récentes observées à Visakhapatnam (une priorisation accrue résultant des missions Swachh Bharat et Smart Cities) et à Kumasi (l'interdiction des latrines à seau et l'adoption de la politique relative aux PPP). La situation critique et l'urbanisation rapide ont également joué un rôle à Kumasi (où les services d'assainissement s'étaient effondrés au milieu des années 80). Il est intéressant de noter que l'organisation de la demande des usagers n'a été moteur de progrès dans aucune ville étudiée, même si ce facteur a pu jouer pour certains maillons spécifiques de la filière assainissement (comme la vidange ou le transport) et en matière de gestion des déchets solides, un aspect dont l'impact est plus visible et plus immédiat dans les quartiers. À San Fernando, une ville plus petite, aucun facteur d'impulsion identifié dans la littérature n'a été constaté.

D'autres traits intéressants se dessinent en comparant les facteurs qui ont stimulé les progrès dans les trois villes étudiées, résumés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Principaux facteurs favorables et défavorables

Ville	Principaux facteurs favorables, moteurs ou catalyseurs	Principaux facteurs défavorables, freins et
Visakhapatnam	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté de l'eau • Programmes nationaux et de l'État qui visent une couverture complète incluant les populations des quartiers informels • Leadership de l'administration • Absence d'élections locales • Capitale économique après partition de l'État • Esprit d'émulation entre villes • Appui WSUP et USAID 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de coordination entre services • Faible implication du service en charge du développement communautaire • Faible engagement des ONG
Kumasi	<ul style="list-style-type: none"> • Pression socio-économique (carrefour commercial et de transport) • Adoption d'une politique encadrant les partenariats public-privé • Leadership affirmé et capacités techniques • Programme PNUD - Banque mondiale KSP ; appui WSUP 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de financement local pour l'assainissement • Absence de soutien politique effectif • Faible conformité avec la législation • Absence de systèmes de suivi efficaces
San Fernando	<ul style="list-style-type: none"> • Individus défendant activement l'assainissement et continuité politique • Préoccupations environnementales • Esprit d'émulation entre villes • Soutien de nombreuses agences de développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de cadre national favorisant le secteur • Faible capitalisation des acquis et des connaissances

Les facteurs économiques ont par exemple joué un rôle important dans les trois études de cas. Ce qui pourrait expliquer l'absence de programmes axés sur les plus pauvres et les progrès limités sur ce front, comme évoqué plus haut.

Autre point commun, le rôle essentiel qu'ont joué les leaders locaux : qu'il s'exprime au niveau du maire ou des responsables des services municipaux, le leadership d'individus fermement engagés pour la cause de l'assainissement s'est avéré un facteur critique des progrès obtenus. Il s'est traduit au niveau de la mobilisation des moyens et des partenariats nécessaires et de la coordination des services municipaux ou encore par leur implication personnelle dans le suivi de l'exécution des politiques mises en œuvre. À

San Fernando et à Visakhapatnam, ce leadership semble alimenté par un certain esprit d'émulation, comme l'attestent les divers prix et classements de ces deux villes.

Les partenaires du développement ont joué un rôle clé dans les trois villes. Les bailleurs, les agences bi et multi latérales, les ONG locales et internationales mais aussi les villes partenaires de jumelage ou les universités, etc. ont fourni différentes formes d'appui :

- Financier : en finançant les programmes, en absorbant le coût d'infrastructures coûteuses et en aidant au renforcement des capacités ;
- Technique : en aidant aux démarches d'analyse, à l'élaboration d'une vision, à la planification, à la mise en œuvre, à l'implication des parties prenantes et à la capitalisation des acquis, mais aussi en nourrissant l'innovation sur le plan technologique, institutionnel et financier ;
- Gouvernance : en encourageant la coordination ainsi qu'une transparence et une redevabilité accrues, et en renforçant les compétences des personnels, mais aussi en faisant la promotion d'une nouvelle culture de travail.

Les interlocuteurs rencontrés pour les trois études de cas ont souligné l'importance de diriger l'appui portant sur le renforcement des capacités vers l'accompagnement des individus qui défendent l'assainissement parmi les fonctionnaires et personnels de l'administration à fort potentiel.

Ces constats renforcent les idées qui sont ressorties de la revue documentaire : le manque de moyens financiers, la faiblesse des capacités et une coordination inefficace entre services sont perçus comme autant d'obstacles majeurs à l'expansion des services d'assainissement urbain. Les partenaires du développement se sont efforcés d'agir sur tous ces points. Le cas de Kumasi a soulevé des interrogations sur le risque qu'un appui financier à long terme conforte le manque de volonté de la municipalité d'investir dans les services d'assainissement, en renforçant sa perception que les investissements relèvent de la responsabilité des partenaires du développement. Ce point est lié à un autre obstacle majeur identifié : le manque de priorité politique, c'est-à-dire d'engagement déterminé des leaders politiques pour défendre la question de l'assainissement et investir en conséquence. Ce problème était perceptible à Kumasi, tandis que San Fernando en est un contre-exemple. Visakhapatnam est une autre illustration de cet aspect : la volonté politique a manqué pendant longtemps avant un virage soudain en 2014, qui a transformé la situation de l'assainissement.

Le problème de la fragmentation de l'assainissement entre plusieurs services mal coordonnés a été identifié dans les trois villes, confirmant les conclusions de la revue de la littérature. Pour réussir à desservir ces trois villes, il faut mettre en œuvre toute une série de services selon une approche décentralisée mais coordonnée. Le manque de coordination peut exacerber par exemple le problème de l'extension des services qui ne parvient pas jusqu'aux ménages pauvres ; à Kumasi et Visakhapatnam, les services qui ont l'habitude de travailler auprès des populations n'ont pas été coordonnés avec ceux qui mettent en œuvre les services d'assainissement.

Autre point de blocage identifié, le recours insuffisant aux données disponibles pour prendre les décisions, qui induit un manque de robustesse des systèmes de suivi et de

transparence dans le partage des informations, ainsi qu'une capacité limitée des institutions à utiliser les informations existantes.

3.3 Un développement plus organique que planifié de l'assainissement

Les avancées observées en matière d'assainissement dans les trois villes étudiées ne sont pas dues tant à des processus de planification détaillés qu'à des avancées aléatoires, organiques, obtenues en saisissant les opportunités qui apparaissaient sur le plan politique, par le biais de l'implication du secteur privé ou découlant de programmes de développement urbain de plus grande envergure. Liés à des projets spécifiques, les progrès sont donc disparates, sans orientation vraiment efficace en direction des plus pauvres.

Ce constat s'explique en premier lieu par le faible niveau de priorité politique et le manque de financements, auxquels s'ajoute une demande faible et désorganisée, qui rendent la planification difficile et ralentissent les progrès. Sachant que les trois villes étudiées font partie des plus performantes parmi les pays en développement, il est évident que faire avancer la cause de l'assainissement est un processus à long terme. Mais l'exemple de Visakhapatnam montre que si les bonnes conditions sont réunies, de gros progrès peuvent être faits dans un laps de temps plus court.

Compte tenu de ce contexte, les démarches de planification entreprises dans les trois villes ont inévitablement rencontré des difficultés, mais leur qualité n'était pas toujours du niveau requis, ce qui vient confirmer certains enjeux identifiés dans la revue documentaire et résumés en première partie de ce rapport.

La planification des services d'assainissement a généralement été déconnectée des processus budgétaires, le manque de financement constituant un obstacle majeur à la mise en place des services. Les deux tentatives de planification menées à Kumasi montrent clairement qu'une petite partie seulement des interventions prévues ont effectivement été réalisées. Quant au plan d'assainissement de San Fernando, il est devenu obsolète très rapidement après sa publication, peut-être parce qu'il avait été élaboré durant une phase pilote ou parce que les partenaires souhaitaient promouvoir des technologies spécifiques.

Si les avancées en matière d'assainissement ont fréquemment été opportunistes, il est également vrai qu'elles ont répondu à chaque fois à une vision que la ville cherchait à concrétiser : l'aspiration d'un maire souhaitant faire de San Fernando une ville respectueuse de l'environnement, l'objectif Swachh Bharat que Visakhapatnam soit une ville dynamique débarrassée du problème de la défécation en plein air, et une vision élaborée collectivement et un objectif de ville propre pour Kumasi. Il faut noter que la préparation du plan d'assainissement de Kumasi a été déterminante dans l'élaboration de cette vision, ce qui montre que la planification des services d'assainissement peut jouer un rôle décisif, même si elle ne conduit pas à une mise en œuvre étape par étape du plan élaboré. Comme le résume un spécialiste de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain au Ghana, « **au Ghana, on n'accorde pas une grande importance à la planification officielle, qui est parfois considérée comme quelque peu déconnectée de la réalité. Ce qui fait avancer tout le processus [de développement de l'assainissement], ce sont les individus, tous ceux qui s'approprient le plan qui n'est qu'une façon d'exprimer une vision partagée.** »

Cette forme de planification, décrite comme un processus d'apprentissage collectif par l'action, fait ressortir l'importance du processus par rapport au résultat obtenu, et le fait que l'implication des parties prenantes accroît la pertinence et l'appropriation des populations et des représentants politiques.

Le dernier aspect à souligner concerne l'élément déclencheur de la planification des services d'assainissement. Dans chaque cas, les partenaires du développement ont eu une influence notable, en encourageant les villes à entreprendre des démarches de ce type. Ces dernières y ont peut-être été incitées par la perspective de se voir accorder des ressources supplémentaires de la part des bailleurs, ce qui n'est plus une option quand les politiques nationales prévoient la planification des services d'assainissement dans leur mandat. Mais les politiques de cette nature adoptées aux Philippines et en Inde n'ont pas eu beaucoup d'influence sur les villes étudiées, ni sur les autres villes de ces deux pays, où la planification y est traitée comme une simple formalité, voire inexistante.

Il est utile de noter qu'au moment où a été réalisée cette étude, des efforts étaient en cours à San Fernando comme à Visakhapatnam pour élaborer des plans d'assainissement couvrant tout le périmètre de la ville et les intégrer aux plans d'urbanisme généraux. Il semble que pour les deux villes, le moment était opportun : à Visakhapatnam pour profiter de la dynamique engagée et de la priorité dont bénéficie le secteur au plan politique, et à San Fernando du fait de la maturité atteinte au niveau du développement de l'assainissement et de la nécessité de passer à l'échelle supérieure pour achever le programme entamé. Les deux villes bénéficient également d'un appui au bon moment de la part des partenaires du développement pour réaliser cette tâche. Ces circonstances indiquent peut-être que, malgré les manquements et les problèmes mis en avant, il existe toujours un appétit pour la planification des services d'assainissement urbain quand celle-ci intervient au bon moment, dans les bonnes conditions et avec la perspective de bénéficier de moyens supplémentaires.

En rapport avec l'idée qu'il existe différents degrés de maturité dans le développement des services d'assainissement d'une ville, on peut – sur la base des trois études de cas présentées ici – articuler ce développement en trois phases : la phase pilote, la phase de consolidation et la phase d'expansion à l'échelle de la ville. Le tableau 5 décrit ces trois phases, qui pourraient illustrer la progression générale que suit une ville dans son action en matière d'assainissement. Ce concept n'est toutefois basé que sur trois villes et pourrait donc avoir besoin d'être affiné. La progression d'une phase à l'autre tend à se dérouler sur une longue période de temps, bien que des circonstances spécifiques ou des opportunités politiques puissent accélérer les choses. Les trois villes étudiées peuvent être considérées comme étant en 2016 à un stade de consolidation avancée ou d'expansion à l'ensemble du territoire urbain.

Tableau 5 : Les différentes phases de développement de l'assainissement urbain

Phase	Description	Exemple
Pilote	Premiers pas vers le développement de l'assainissement, avec des projets isolés saisissant diverses opportunités tout au long de la filière, généralement sous forme de projets pilotes. Leçons tirées par rapport au contexte du secteur, aux parties prenantes impliquées et aux modèles de service possibles.	San Fernando dans les années 2000, qui a tenté de tirer les leçons de différents projets pilotes.
Consolidation	Fondées sur une compréhension des problèmes d'assainissement, des initiatives visent l'expansion, la gestion et la supervision de toute une gamme de services le long de la filière, tout en impliquant les principales parties prenantes par le biais de processus participatifs. Les insuffisances institutionnelles (priorité, capacités, coordination, financement) sont comprises et ciblées.	Kumasi, où différents services ont été développés le long de la filière de l'assainissement. Des lacunes majeures restent à combler et il n'existe pas de dynamique suffisamment forte pour y répondre.
Expansion à l'échelle de la ville	Sur la base d'une vision précise et d'une volonté d'arriver à une couverture complète en assainissement sur l'ensemble du territoire urbain, et une fois que les obstacles institutionnels ont été surmontés, des efforts sont faits pour desservir les zones non couvertes et améliorer le niveau de services.	Visakhapatnam, où des efforts massifs ont été engagés vers une couverture intégrale de la ville en assainissement, qui concerne les différents maillons de la filière. San Fernando, avec un cap précis et une vaste expérience, pourrait être considérée comme en passe d'atteindre cette phase en 2016.



Jacques-Edouard Tiberghien
Ecotank pour les populations vivant au bord de la rivière à San Fernando.

4. Réflexions finales et perspectives

Si l'on considère l'objectif visé par cette étude (identifier les meilleures approches permettant de planifier et de mettre en place des services d'assainissement à l'échelle de la ville), et malgré les réserves liées au nombre réduit d'études de cas et au travail limité effectué sur le terrain, les résultats apportent des leçons utiles et quelques pistes pour les acteurs impliqués dans l'assainissement urbain.

4.1 Principales leçons

Comment arrive-t-on à faire progresser l'assainissement urbain ?

Dans toutes les villes où des services à l'échelle du territoire et intégrant les différents maillons de la filière assainissement se sont étendus de manière significative, le leadership local semble avoir été un élément déterminant des progrès obtenus. Qu'ils soient élus ou hauts responsables, ceux qui portent la cause de l'assainissement peuvent prioriser ce secteur, mobiliser les ressources et partenariats nécessaires, s'attaquer aux difficultés pratiques et suivre de près la mise en œuvre des services. Il n'est guère surprenant que l'on dépende de ces leaders, l'assainissement urbain étant un enjeu complexe qui doit généralement être traité dans des conditions défavorables : des missions fragmentées, une réglementation peu robuste, des opportunités de financement rares, une demande faible de la part des administrés et des cycles politiques courts. Pour les mêmes raisons, le pouvoir central ou les partenaires du développement (voire les deux) jouent un rôle à la fois pertinent et complémentaire dans ces exemples de progression, le plus souvent en contribuant à atténuer ces conditions défavorables. La planification ne constitue pas un facteur d'impulsion de l'assainissement urbain, et tend plutôt à avoir un effet réduit en la matière.

Par conséquent, quel est le rôle de la planification de l'assainissement urbain ?

Le rôle limité de la planification des services d'assainissement urbain est souvent lié au fait que cette fonction est déconnectée des processus budgétaires, ce qui réduit la probabilité que les interventions planifiées soient réalisées. Mais son intérêt limité est aussi lié à la prédominance de l'approche rationnelle dans le domaine de la planification qui se caractérise par l'élaboration de plans détaillés qui n'ont pas forcément de sens pour des villes qui n'ont pas encore atteint un certain niveau de développement de leurs services d'assainissement⁴.

Cela étant, les démarches de planification semblent apporter une contribution utile, en aidant par exemple à forger une vision qui incarne l'aspiration de devenir une ville propre, en amenant une compréhension partagée de la voie à suivre pour y parvenir par une meilleure concertation entre les principales parties concernées, en donnant un cap et en sensibilisant à ces questions. Les efforts visant à planifier l'assainissement à l'échelle de la ville peuvent, de fait, viser ces contributions, en veillant à ce qu'ils restent pertinents et justifient le temps et les ressources qui y sont investies. Les approches adoptées pour la planification doivent trouver un nouvel équilibre, en s'éloignant de la prédominance des modèles historiques rationnels et de la focalisation sur les résultats (du plan) pour privilégier le processus. Il s'agit en grande partie d'adapter le plan d'assainissement de la ville pour tenir compte du degré de développement des services au moment où il est élaboré, et des opportunités politiques permettant de progresser, de

sorte qu'il remplisse les fonctions requises pour cette situation et à ce moment particuliers. La dernière partie de ce rapport présente ce que pourrait être une approche de ce type, plus sensible au contexte.

Mais comment desservir les plus pauvres ?

Les avancées en matière de services d'assainissement urbain à destination des populations les plus pauvres ont tendance à accuser du retard, y compris dans les villes qui enregistrent de bons résultats. La desserte des populations défavorisées ne semble être ni un moteur ni un objectif majeur des efforts consacrés à l'assainissement, et là où de telles initiatives existent, leur efficacité reste limitée. Il semble qu'une focalisation sur la notion d'intérêt public de l'assainissement urbain (en termes de santé publique, de protection de l'environnement, etc.), qui serait ancrée dans un plaidoyer en faveur de l'accès universel et de la desserte intégrale de la ville, soit l'axe le plus efficace pour élargir les services d'assainissement aux plus pauvres.

4.2 Perspectives pour la planification de l'assainissement à l'échelle de la ville

L'étude souligne la nécessité d'adopter une approche plus nuancée de la planification de l'assainissement urbain, qui reconnaît ses différentes fonctions et contributions, d'où l'idée qu'elle doit être adaptée au degré de maturité du développement de l'assainissement et aux opportunités politiques permettant de faire avancer ces enjeux. Tout en reconnaissant les limites de cette étude, le tableau 6 présente une première ébauche qui permet d'envisager la manière dont les autorités municipales, le pouvoir central et les agences de développement international peuvent évoluer vers une approche plus intelligente de la planification de l'assainissement urbain.

Tableau 6 : Comment adapter la planification de l'assainissement urbain

Phase	Principales fonctions à remplir	Possibles actions de planification de l'assainissement urbain
Pilote	<ul style="list-style-type: none"> • Définir une vision de ville propre, et le cap à suivre pour y parvenir • Relever le profil de l'assainissement auprès du grand public • Comprendre comment étendre l'accès à l'assainissement dans les différents quartiers de la ville • Étudier comment assurer la desserte en fonction des différents maillons de la filière • Favoriser la collaboration entre services • Accompagner et soutenir les défenseurs de la cause de l'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'outils diagnostiques (Shit Flow Diagram [<i>Circuit d'élimination des excréta</i>], Plan de gestion du risque Assainissement, cartographie de la pauvreté/des maladies) pour identifier les besoins et les zones critiques dans toute la ville • Élaboration de scénarios/ évaluation des options via des ateliers impliquant différents services ; • Visites de terrain/ échanges et ateliers de partage d'expérience • Campagnes de sensibilisation du grand public • Conception d'un plan d'assainissement urbain sommaire, qui propose plusieurs options et identifie les lacunes au niveau des connaissances • Développement itératif de stratégies successives à court terme qui incluent des projets pilotes concrets sur le terrain • Conception de systèmes de suivi et de processus de gestion des connaissances

Consolidation	<ul style="list-style-type: none"> • Comprendre comment mettre en place des services d'assainissement à grande échelle • Comprendre les obstacles sous-jacents, les freins institutionnels et les besoins à combler au niveau des capacités ; • Stimuler la demande et créer une dynamique et l'adhésion politique ; • Favoriser la collaboration entre différents secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Recours à des outils diagnostiques plus précis (analyse des points de blocage, évaluation des services fournis) • Évaluation plus détaillée des différentes options, définition des objectifs, développement des modèles économiques pour les différents maillons de la filière dans le cadre d'ateliers participatifs • Processus et événements participatifs pour médiatiser les efforts et impliquer les principales parties prenantes et le grand public • Actualisation du plan d'assainissement de la ville, notamment en augmentant le nombre de projets et programmes réalisés à grande échelle, par le renforcement des institutions et le développement des capacités • Connexion du plan aux processus budgétaires et aux opportunités de financement • Établissement de systèmes de suivi et de mécanismes pour rendre compte
Expansion à l'échelle de la ville	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les zones non desservies, les obstacles récurrents et les inégalités • Formuler une feuille de route précise pour atteindre la couverture universelle en services d'assainissement ; • Généraliser les plans et interventions • Créer le sentiment d'œuvrer à la concrétisation d'une mission 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des outils diagnostiques et recours à des outils plus fins (par exemple SaniPath, analyse des fonctions municipales^v – voir Annexe 3) • Sensibilisation et communication de masse • Actualisation complète ou conception d'un plan d'assainissement urbain détaillé assorti d'un plan de mise en œuvre • Incorporation du plan dans les processus budgétaires et les plans d'urbanisme de la ville

Les fonctions et activités incluses dans le tableau 6 ne constituent pas une proposition définitive, et n'entendent pas suggérer une progression ou un cheminement particuliers. Les activités pourront être exécutées en différentes phases selon les besoins et situations spécifiques. Un facteur important à prendre en compte est l'émergence d'opportunités politiques favorables pour l'assainissement (possibilités de financement, décision politique d'en faire une priorité, survenue de crises qui créent une demande soudaine, appui disponible de la part des partenaires du développement, etc.), qui pourront favoriser certaines activités par rapport à d'autres. Par exemple, quand les opportunités politiques sont rares, il vaut mieux privilégier les outils diagnostiques qui sont orientés davantage sur le plaidoyer, même s'ils ne sont pas les plus pertinents pour cette phase spécifique de développement.

^v Consultable sur www.wateraid.org/ataleofcleancitiesannexes

Sachant que l'assainissement urbain reste un secteur négligé dans la plupart des pays, on pourrait considérer qu'une vaste majorité des villes du monde en développement sont actuellement dans la phase pilote du développement de leurs services. C'est pour cette raison, et pour illustrer le tableau 6, que nous détaillons dans les paragraphes suivants comment approcher la planification de l'assainissement pendant cette première phase de développement.

Durant la phase pilote, il n'est pas très utile d'élaborer un plan d'assainissement urbain détaillé. Il semble plus logique d'adopter une approche plus sommaire, qui s'appuie davantage sur un modèle pragmatique et collaboratif. Les activités de planification peuvent inclure le recours à des outils diagnostiques appliqués à l'ensemble de la ville, ou à l'organisation d'ateliers de travail pour élaborer des scénarios ou évaluer les différentes options, de façon à comprendre les problèmes d'assainissement de la ville et à faire émerger une vision commune de la manière d'en faire une ville propre.

Cette phase pilote ayant peu de chances de figurer au premier rang des priorités politiques, il peut être important d'une part de médiatiser la question de l'assainissement auprès du public par des campagnes de sensibilisation, en impliquant les médias et la société civile, et d'autre part d'accompagner les individus qui défendent la cause de l'assainissement en leur proposant des visites de terrain ou des rencontres leur permettant de s'informer et d'échanger des connaissances. Les outils diagnostiques mis en avant pourraient utilement appuyer de telles démarches. Ces occasions d'apprendre pourraient à leur tour servir à compléter les diagnostics en intégrant les savoirs de ceux qui sont officiellement ou non impliqués dans la fourniture des services d'assainissement.

Le plan d'assainissement de la ville en tant que tel pourrait prendre la forme d'un document relativement simple qui donne une vision générale de la ville dans le futur, qui se décline en plusieurs grands axes concrets, et qui identifie les défis ou les inconnues concernant les services d'assainissement de la ville (par exemple comment traiter les différents maillons de la filière ou étendre la couverture aux quartiers difficiles à desservir). Le plan serait assorti d'une stratégie à court terme détaillant une liste de propositions de projets de terrain ou d'autres interventions permettant de mener des expérimentations ou de mieux connaître ces problèmes. Préparer les systèmes de suivi et les processus de gestion des connaissances serait un autre élément important de cette démarche. La stratégie à court terme pourrait être renouvelée tous les deux ans et orienter le développement des services en s'appuyant sur les opportunités offertes, la possibilité de mobiliser de nouvelles sources de financement, des partenariats prometteurs, etc. Après plusieurs répétitions de ce processus, la ville passerait probablement à la phase de consolidation.

4.3 Recommandations

À l'intention des intervenants du développement qui entendent contribuer à faire progresser l'assainissement à l'échelle de la ville :

1. Accompagner et soutenir ceux qui défendent la cause de l'assainissement au niveau municipal, qu'ils soient élus ou responsables administratifs, de sorte qu'ils apportent un leadership continu en faveur des programmes d'assainissement, en se saisissant des problèmes concrets, en suivant les progrès et en veillant à ce que les différents services municipaux collaborent entre eux.
2. Influencer le pouvoir central pour qu'il garantisse un financement suffisant de l'assainissement urbain et des mécanismes budgétaires adéquats, mette en place un cadre réglementaire adéquat, et évalue les performances des différentes villes pour créer une émulation entre elles.
3. Apporter un appui technique aux municipalités afin de promouvoir l'innovation à tous les niveaux de la filière de l'assainissement, contribuer au renforcement des capacités techniques, au suivi et au recueil des connaissances.
4. Utiliser judicieusement l'appui financier, en veillant à ce qu'il ait un effet multiplicateur (par exemple en demandant un financement équivalent à celui qui est accordé ou en mobilisant des fonds privés), à ce qu'il impulse un changement (par exemple en créant une émulation entre les villes) et à ce qu'il encourage une plus grande redevabilité.
5. Être plus adaptable dans les interventions, et prêt à saisir les opportunités qui se présentent. Les épidémies et les autres crises connexes peuvent provoquer un pic de demande de la part des populations et faire de l'assainissement un domaine prioritaire sur le plan politique, créant ainsi une opportunité d'amener des changements.
6. Contribuer à l'établissement d'une plate-forme de collaboration élargie autour de l'assainissement urbain portée par les municipalités, et qui inclue les partenaires du développement, la société civile et les prestataires privés.
7. Promouvoir un discours politique qui parle de la ville dans son ensemble et qui souligne la nécessité d'arriver à des services universels pour préserver l'environnement, améliorer la santé publique et rendre la ville plus compétitive. Ceci contribuera à ce que les populations défavorisées soient incluses dans les interventions menées en faveur de l'assainissement urbain.

À l'intention des responsables municipaux de la planification (de l'assainissement) et des autres acteurs impliqués dans la planification de l'assainissement urbain :

8. Promouvoir l'appropriation locale et la pertinence de la planification de l'assainissement urbain, en veillant à ce que ces aspects soient reliés aux opportunités de financement et/ou aux processus budgétaires.
9. Penser la planification de l'assainissement urbain comme un processus composé de multiples fonctions et contributions potentielles qui vont bien au-delà du plan en tant que tel. L'une de ces fonctions clés consiste à développer une vision partagée du but

auquel aspire la ville (par exemple devenir une ville propre, compétitive, présentant un bon état sanitaire), ce qui nécessite des processus participatifs.

10. Adapter votre approche de planification en fonction du stade de développement des services d'assainissement de la ville : d'un processus simplifié fondé sur le pragmatisme durant la phase pilote à un travail de planification plus approfondi pour la phase d'expansion des services à l'échelle de la ville. Prendre en compte également les opportunités politiques qui peuvent demander des activités spécifiques.
11. Pour les villes qui sont dans la phase pilote en particulier, approcher la planification de l'assainissement urbain en tant que processus itératif qui implique l'élaboration d'une vision à long terme couplée à une stratégie à court terme qui concrétise les interventions définies et est régulièrement revisitée à mesure que les obstacles à la mise en œuvre sont résolus et que de nouveaux apparaissent. Gérer les connaissances pour capitaliser les leçons tirées et pouvoir démontrer ce qui a été fait et attirer des partenaires.



Jacques-Edouard Tiberghien

Visite matinale du Commissioner et du personnel de la Communauté urbaine du Grand Visakhapatnam durant la construction d'une latrine familiale.

Références

1. ONU (2014). *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision, Highlights*. Nations unies, Département des Affaires économiques et sociales, Division de la population Division. Consultable sur : esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Highlights.pdf
2. JMP (2015). *Progress on sanitation and drinking water – 2015 update and MDG assessment*. UNICEF and WHO. Consultable sur www.unicef.org/publications/files/Progress_on_Sanitation_and_Drinking_Water_2015_Update_.pdf
3. Mitlin D (2015). Editorial: Will urban sanitation “leave no one behind”? *Environment and Urbanization*. Vol 27 (2). p365–70. IIED.
4. ISF-UTS and SNV (2016). *Are we doing the right thing? Critical questioning for city sanitation planning*. Préparé par l’Institute for Sustainable Futures, University of Technology Sydney et SNV Agence néerlandaise de développement. Consultable sur www.uts.edu.au/sites/default/files/ISF_NV2016LearningPaperCitySanitationPlanning.pdf
5. Kennedy-Walker R, Evans B, Amezaga J, and Paterson C (2014). Review paper: Challenges for the Future of Urban Sanitation Planning: Critical Analysis of John Kalbermatten’s Influence. *Journal of Water Sanitation and Hygiene for Development* 04 (1) 2014.
6. Lüthi C, Panesar A, Schütze T et al. (2011). *Sustainable Sanitation in Cities: A Framework for Action*. Papiroz Publishing House, Rijswijk, Netherlands
7. Medland L, Cotton A, Scott R (2015). *SPLASH Urban Sanitation Research Programme – Briefing note 4: City wide planning to support effective sanitation service chain operation*. WEDC. Consultable sur splash-era.net/downloads/SPLASH-Consolidated-findings-February-2015.pdf
8. Hawkins P, Blackett I, Heymans C (2013). *Targeting the urban poor and improving services in small towns. Poor-inclusive urban sanitation: an overview*. Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale. Consultable sur www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-Poor-Inclusive-Urban-Sanitation-Overview.pdf
9. Willetts J, Paddon M, Nguyen Dinh Giang Nam, Nguyen Hieu Trung, Carrard N (2013). Sustainability assessment of sanitation options in Vietnam: planning with the future in mind. *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*. Vol 3 (2). p262–68. IWA Publishing.
10. Galli G, Nothomb C, Baetings E (2014). *Towards systemic change in urban sanitation*. (Document de travail IRC) La Haye : IRC. Consultable sur www.ircwash.org/sites/default/files/201411_wp_towardssyschangeinurbansan_web.pdf
11. USAID (2015). *Visakhapatnam, India, Sanitation Assessment Final Report*. Consultable sur pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00KMCT.pdf
12. Furlong C et Mensah A (2015). *SFD Report – Kumasi, Ghana*. WEDC. Consultable sur : www.susana.org/_resources/documents/default/3-2361-7-1447766816.pdf
13. ADB (2013). *Philippines – Water Supply and Sanitation Sector Assessment, Strategy, and Road Map*. Consultable sur www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/33810/files/philippines-water-supply-sector-assessment.pdf
www.wateraid.org/ataleofcleancities

Un conte de villes propres : Regards croisés sur la planification de l'assainissement urbain au Ghana, en Inde et aux Philippines

Cette publication fait partie de la recherche « Un conte de villes propres » qui inclut aussi les rapports des trois études de cas :

« A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from Visakhapatnam, India »

« A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from San Fernando, La Union, the Philippines »

« A tale of clean cities: insights for planning urban sanitation from Kumasi, Ghana »

Toutes les publications – dont le rapport de synthèse traduit en espagnol, en anglais et en portugais – sont consultables sur www.wateraid.org/ataleofcleancities

Contactez Andrés Hueso at AndresHueso@wateraid.org

Août 2016